



MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

Commune de SAINT DIVY

**MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE RELATIF A LA
RENOVATION DE LA SALLE DE SPORT A ST DIVY**

Date et heure limites de réception des offres

04 NOVEMBRE 2014 à 12H00

Règlement de la Consultation

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 - DELAIS D'EXECUTION	5
2.2 - VARIANTES ET OPTIONS	5
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	5
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES	5
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES	6
ARTICLE 6 : PRESENTATION DES OFFRES	7
6.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	7
6.2 - VARIANTES	7
ARTICLE 7 : JUGEMENT DES OFFRES	8
7.1 - COMPOSITION DU JURY	8
7.2 - CRITERES DE JUGEMENT	8
7.3 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	8
ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	8

8.1 - TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	8
8.2 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE	9
ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9

Article premier : Objet et étendue de la consultation
--

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **Marché de maitrise d'œuvre relatif rénovation de la salle de sport à St Divy**

Le coût prévisionnel des travaux est fixé à 520 000 Euros H.T.

1.2 - Etendue de la consultation

Cette consultation est une procédure adaptée ouverte de maîtrise d'œuvre passée en application de l'article 28 du Code des marchés publics.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de mandataire d'un groupement et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

1.5 - Nomenclature communautaire

Sans objet.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des documents d'études sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.2 - Variantes et Options : aucune variante ni option n'est autorisée.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Code des marchés publics.

2.6 – Négociation

Suite à la remise des offres, des entretiens individuels pourront être organisés avec les candidats répondant au mieux aux critères énoncés, avec pour objectif de cerner l'appréhension du projet et la démarche retenue par chaque candidat, et éventuellement, de négocier certains aspects de l'offre.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

- **Le programme de l'opération et ses annexes**

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat par voie électronique.

Article 4 : Présentation des candidatures

Chaque candidat aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Il est demandé aux candidats de privilégier l'utilisation des formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.minefe.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Code des marchés publics :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Liste de références de moins de 5 ans pour des projets similaires (rénovation-créeation d'équipement sportifs**

- Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Article 5 : Sélection des candidatures

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Références pour des prestations similaires de moins de 5 ans
Qualifications de l'équipe

Conformément à l'article 43 du code des marchés publics et à l'ordonnance du 6 juin 2005, ne sont pas recevables les candidatures des entreprises :

- ➔ dont la situation fiscale et sociale n'est pas en règle
- ➔ en état de liquidation judiciaire, ou dont la faillite personnelle a été prononcée, ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger
- ➔ qui n'ont pas fourni les pièces demandées ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'écarter les candidats dont les qualifications professionnelles et les références ne démontrent pas la capacité technique à mener le projet.

➔ n'ayant pas justifié de la régularité de leur situation au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés ou du versement de la contribution compensatrice prévue par le code du travail

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai de 5 jours (conformément à l'article 52 CMP).

Article 6 : Présentation des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire, à l'appui de son offre, un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- le programme technique de l'opération à accepter sans aucune modification daté et signé
- Une offre financière pour chaque élément de mission
- Une note méthodologique décrivant chaque étape de la mission en lien avec le projet
- Une analyse du programme permettant de juger la compréhension du candidat

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue à l'article 6.1 du cahier des clauses particulières, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

6.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

Article 7 : Jugement des offres

7.1 - Composition du jury

Sans objet.

7.2 - Critères de jugement

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
1-Prix des prestations	40
2-Note technique dont : Connaissance du site/analyse et compréhension du programme : 4 points Méthode et organisation de l'équipe : 4 points Premières réflexions sur le projet : 2 points	60

7.3 - Suite à donner à la consultation

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre les documents visés aux articles 46-I et 46-II du Code des marchés publics, sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 6 jours.

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

Article 8 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

8.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre avant le 04 NOVEMBRE 2014 à 12 heures sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

Marché de maitrise d'œuvre relatif à la rénovation de la salle des sports à St Divy
NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Commune de SAINT DIVY

Mairie
29800 ST DIVY

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu ; il sera renvoyé à son auteur.

8.2 – Transmission électronique

Aucune transmission électronique n'est autorisée pour cette consultation.

Article 9 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à :

Renseignement(s) administratif(s) :

**Communauté de Commune du Pays de
Landerneau-Daoulas
Nathalie CLÈRE
mp@pays-landerneau-daoulas.fr**

Renseignement(s) technique(s) :

**Communauté de Commune du Pays de
Landerneau-Daoulas
Erwan GUICHOUX
erwan.guichoux@pays-landerneau-daoulas.fr**

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier et transmis de coordonnées valides.